



L'Alliance française ou la diplomatie de la langue (1883-1914)

Author(s): François Chaubet

Source: *Revue Historique*, OCTOBRE 2004, T. 306, Fasc. 4 (632), LANGUE ET POLITIQUE (OCTOBRE 2004), pp. 763-785

Published by: Presses Universitaires de France

Stable URL: <https://www.jstor.org/stable/40957480>

JSTOR is a not-for-profit service that helps scholars, researchers, and students discover, use, and build upon a wide range of content in a trusted digital archive. We use information technology and tools to increase productivity and facilitate new forms of scholarship. For more information about JSTOR, please contact support@jstor.org.

Your use of the JSTOR archive indicates your acceptance of the Terms & Conditions of Use, available at <https://about.jstor.org/terms>



Presses Universitaires de France is collaborating with JSTOR to digitize, preserve and extend access to *Revue Historique*

JSTOR

L'Alliance française ou la diplomatie de la langue (1883-1914)

François CHAUBET

S'aviserait-on de poser la question, « Quelle est aujourd'hui la plus grande multinationale au monde ? », les réponses pencheraient pour quelque géant – plutôt américain – de la restauration alimentaire ou de la fabrication d'articles de sport ; mais bien peu songeraient à nommer l'Alliance française et ses 1 050 centres culturels dispersés à travers la planète... Cette association, née en 1883, vouée à la « propagation de la langue française dans les colonies et à l'étranger », et dont l'existence plus que centenaire atteste le dynamisme et le prestige maintenus, révèle surtout aux yeux de l'historien tout un pan de l'histoire culturelle des relations internationales que l'on aimerait volontiers qualifier, par-delà la clause de style du chercheur soucieux de légitimer son travail, de profondément éclairant. En effet, la politique culturelle extérieure moderne fut, sinon inventée, du moins façonnée par les acteurs de l'Alliance parisienne¹, au cours du dernier tiers du XIX^e siècle, dans le contexte de renouveau politique et moral caractéristique de l'après, 1870. Alors, le culturel devient un des facteurs de la puissance lorsqu'il permet d'accumuler un capital de confiance de nature à renforcer le crédit politique d'une nation, voire à infléchir, sur le moyen terme, les dures pesanteurs démographiques et économiques.

1. L'Alliance est constituée, à l'étranger, de Comités ; ils sont de droit local et donc totalement indépendants de l'État français. Notre travail, pour des raisons qui touchent aux lacunes dramatiques de la documentation archivée à Paris (les Allemands volèrent les papiers en 1940, et seuls une vingtaine de cartons, hélas très pauvres, ont été retrouvés en URSS, et depuis rapatriés), ne concerne, malheureusement que très peu ces élites locales francophiles et francophones.

Avant donc que l'État n'en devienne le véritable concepteur, à partir de la Première Guerre mondiale, puis de la création, en 1920, du service des œuvres françaises à l'étranger (SOFE), le pilotage de l'expansion intellectuelle jusqu'aux années 1910 fut assuré quasiment par l'association du boulevard Raspail, son siège social est à Paris ; elle joua le rôle d'un organisme diplomatique officieux qui, de manière certes empirique, identifia tout aussi bien le principe qui devait guider tout au long du xx^e siècle l'action culturelle de la France à l'étranger (développer la diffusion de la langue pour constituer des publics « captifs » en faveur de la culture française) qu'elle parvint à forger quelques-uns de ses principaux vecteurs, de l'aide aux écoles à la politique du livre, en passant par la formation des étudiants étrangers et par les tournées de conférenciers dans le monde.

Une telle capacité d'innovation dans un domaine – le « rayonnement » culturel – qui, depuis le xvii^e siècle au moins n'avait jamais cessé de préoccuper les élites, méritait sans nul doute un travail d'exploration un peu approfondi². La dynamique historiographique dans ce domaine de l'action culturelle extérieure³ gonflait opportunément les voiles de cette recherche attentive à tracer les cercles imbriqués du politique et du social (les acteurs et leurs projets) et du culturel (les représentations de la France à l'étranger). Ainsi, à l'ère du double mouvement de construction de l'État-nation et de l'engagement impérial, d'un vigoureux nationalisme couplé à un prosélytisme civilisateur, l'histoire de l'Alliance française en ses débuts paraît illustrer, non pas seulement l'ancienneté d'un réflexe – l'*ethos* civilisateur et messianique⁴ tôt ancré –, mais tout aussi bien

2. Lors du centenaire de l'Alliance, parut le livre, rapide et purement descriptif, de Maurice Bruézière, *L'Alliance française 1883-1983. Histoire d'une institution*, Paris, Hachette, 1983, 247 p. Cet article est issu de notre Mémoire d'habilitation à diriger des recherches, sous la direction de Jean-François Sirinelli, *L'Alliance française et la diplomatie de la langue (de 1883 à la fin des années 1930). Contribution à l'étude de l'action culturelle française à l'étranger*, Paris, IEP, novembre 2003.

3. Par « action culturelle extérieure », nous entendons l'ensemble des initiatives publiques (la diplomatie culturelle au sens strict) et privées. Depuis une décennie, les travaux se sont multipliés dans différents domaines, sur les Instituts français à l'étranger avant 1914 et durant l'entre-deux-guerres, les formes de la présence française dans certaines régions du monde, en Amérique latine ou aux États-Unis surtout. Voir la perspective historiographique tracée par l'un des principaux animateurs de cette histoire en pleine expansion, Denis Rolland, « Introduction », in Denis Rolland (coord.), *Histoire culturelle des relations internationales*, Paris L'Harmattan, 2004, 268 p. On pourra consulter également deux autres ouvrages collectifs récents, le volume de François Roche (dir.), *La culture dans les relations internationales*, Rome, École française de Rome, 2002, 466 p. ; et l'ouvrage intitulé *Entre rayonnement et réciprocité. Contributions à l'histoire de la diplomatie culturelle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002, 197 p.

4. L'un des premiers grands travaux scientifiques sur ces questions avait inscrit cette dimension du messianisme au cœur de la politique culturelle extérieure française, voir Albert Salon, *L'action culturelle de la France dans le monde*, Thèse, Paris I, 1981, 3 vol., 2 016 p.

la dynamique collective nouvelle attachée à la dimension nationale, édification aussi bien d'un régime socioculturel avec ses principaux acteurs (hommes de culture et hauts fonctionnaires) et leurs démarches qui visent à la constitution de réseaux de communication de masse, qu'idéologie et construction de « communautés imaginaires » (Benedict Anderson)⁵. À ce stade, une rapide comparaison⁶ de la construction par les grandes puissances de réseaux culturels à l'étranger, modernes et laïques, permet alors de mieux suivre les fils qui nouent la démarche de l'Alliance quand s'approfondit la « nationalisation » des sociétés européennes ; à vrai dire, ce processus imitatif en termes d'action culturelle extérieure, engagé par l'Italie et l'Allemagne à la fin du XIX^e siècle, devient ainsi le bon révélateur de la (relative) double avance française en la matière.

LES OBJECTIFS DE DIFFUSION DU FRANÇAIS ET LEURS ACTEURS

Le 21 juillet 1883 est créée, à Paris, l'Alliance française, autour de Paul Cambon, résident général en Tunisie depuis le 18 janvier 1882, et de l'universitaire Pierre Foncin. Son projet de diffusion de l'idiome français s'inscrivait dans une démarche colonialiste de conquête des esprits à l'intérieur du protectorat où résidait, de surcroît, une forte colonie italienne (20 000) pourvue d'une influence culturelle et économique importante. À Tunis, cet objectif de diffusion de la langue française était fortement soutenu par le cardinal Lavigerie, nommé administrateur apostolique en Tunisie⁷ en

5. Cf. Benedict Anderson, *L'imaginaire national*, Paris, La Découverte, 1996, 213 p. On reconnaîtra là tout un grand courant de l'historiographie penchée sur le fait national au XIX^e siècle et sa construction ; les travaux anglo-saxons d'Ernest Gellner et de Benedict Anderson ont mis l'accent sur la dimension volontariste, non naturaliste de la nation : c'est le nationalisme qui crée la nation et non l'inverse. Cependant, il semble bon de compléter cette approche, souvent trop généralisatrice et trop fonctionnelle, par les travaux tels ceux d'un Gérard Noiriel qui cherche à peser le poids respectif des acteurs (approche plus substantialiste) et à veiller à l'articulation individus/groupes à l'intérieur de l'État, alors que Benedict Anderson, par exemple, au nom de la « communauté imaginée » et de représentations affirmées comme communes à tous, perd de vue le grain précis de la toile nationale avec ses acteurs différenciés. Le même reproche pourrait être adressé à Gellner à travers son maître ouvrage, *Nations et nationalisme*, Paris, Payot, 1989, 208 p. : il ne différencie pas vraiment les différents États pourvoyeurs du « monopole de l'éducation légitime », alors que ceux-ci maîtrisent fort inégalement leurs appareils scolaires.

6. On signalera un livre pionnier dans ce domaine, celui de Ruth Emily Mac Murry et Muna Lee, *The Cultural Approach. Another Way in International Relations*, Chapel Hill, University of Carolina Press, 1947, 280 p.

7. Voir J. Dean O'Donnell, *Lavigerie in Tunisia. The Interplay of Imperialist*, Athens, University of Georgia Press, 1979, 300 p.

juin 1881 par Léon XIII, et passionné par l'action missionnaire de type hospitalier ou scolaire. Ce prélat français avait contribué ainsi à l'amélioration matérielle des écoles congréganistes en faisant venir de nouveaux enseignants, en reconstruisant des locaux pourvus de matériel pédagogique. À peu près au même moment, en avril 1881, une circulaire de Jules Ferry traçait un plan d'expansion de l'enseignement français qui fut compatible, au moins à moyen terme, avec les intérêts de l'Église :

« Il ne serait ni utile ni habile, pour le moment, de tenter la fondation en Tunisie, soit d'un lycée ou collège latin, faisant concurrence au collège de Mgr Lavigerie, soit d'écoles primaires supérieures laïques, les écoles confessionnelles catholiques et israélites étant en possession de la faveur publique dans un pays où l'ardeur religieuse et le prosélytisme jouent un rôle encore prépondérant. L'œuvre vraiment politique et civilisatrice à poursuivre serait *l'École française pour les Musulmans*, l'École où des instituteurs arabes professeraient le français pour les Arabes [...]. »⁸

Cette prudence manifestée par la politique scolaire de la France à l'étranger (le fameux « l'anticléricalisme n'est pas un article d'exportation »), dans son souci bien entendu de bénéficier de l'appui des quelque 20 000⁹ congréganistes français, surtout concentrés dans le Levant¹⁰, et qui inspirait, par exemple, le soutien aux Jésuites dans leur construction de l'Université Saint-Joseph à Beyrouth (1881), allait devenir une des règles de toute l'action de l'Alliance. Les projets de Lavigerie, transmis initialement à Gambetta, furent par la suite adressés à ses successeurs, et Cambon¹¹ devint l'interlocuteur décisif du cardinal. Le résident général aurait conçu en fait le futur modèle de l'Alliance sur le patron de la très bonne organisation des Comités tunisiens de l'Alliance israélite¹². Celle-ci se fondait sur des unités décentralisées, et l'Alliance fran-

8. Jules Ferry, note autographe, non datée, in *Série Mémoires et Documents, Tunis, nov. 1881-1882*, Ministère des Affaires étrangères Paris [AMAEP], citée par Albert Salon, *L'action culturelle de la France dans le monde*,

9. Ce nombre vient grandement atténuer celui, très souvent cité, jadis et encore aujourd'hui, de 50 000 missionnaires. Voir Alfred Rébelliau, *Le fait religieux dans la France contemporaine*, in *La civilisation française*, novembre 1920, p. 524-535. De même Gérard Cholvy, *Christianisme et société en France au XIX^e siècle, 1790-1914*, Paris, Le Seuil, 2001, 197 p., p. 149-158 : 10 000 religieuses, 4 500 prêtres, 6 000 religieux, 2 600 frères.

10. Voir Joseph Reinach, « La question d'Orient », in *Politique opportuniste, 1880-1889*, Paris, Bibliothèque Charpentier, 1890, 378 p., p. 3-95.

11. Cf. Laurent Villate, *La République des diplomates, Paul Cambon et Jules Cambon, 1843-1935*, Paris, Science infuse, 2002, 415 p., p. 85-95.

12. Un diplomate, *Paul Cambon ambassadeur de France (1843-1924)*, Paris, Plon, 1937, 323 p., p. 58. Sur l'Alliance israélite, voir le livre d'Aron Rodrigue, *De l'Instruction à l'émancipation, les enseignants de l'Alliance israélite universelle et les Juifs d'Orient, 1860-1939*, Paris, Calmann-Lévy, 1989, 232 p.

çaise reprit cette formule, en France et à l'étranger ; mais, pour cette dernière composante de ses membres, l'accentuation de la part d'autonomie des Comités, juridiquement de droit local, introduisait, par-delà l'obligation juridique d'indépendance, un élément psychologique essentiel : accéder au « trésor linguistique » français, gérer au mieux ses intérêts dans de nombreux pays, devenait la préoccupation copartagée de Français (en France et à l'étranger) et de nationaux étrangers. Pour un pays dont la prétention à l'universel paraissait singulièrement démentie par ses attitudes hexagonales de fait (faible émigration), ces groupes de l'Alliance redonnaient à l'universalisme affiché une probante confirmation.

Cependant, cette ouverture de l'Alliance française sur plusieurs régions du monde n'intervint que progressivement. Dans les années 1880, deux objectifs géographiques demeuraient centraux pour elle, les colonies et le Levant. Sur le thème bien connu de la « mission civilisatrice », l'universitaire Charles Gide, par ailleurs sceptique sur la profondeur de la francophonie chez certaines élites cultivées étrangères (groupes cosmopolites de l'aristocratie et de la diplomatie), invitait son pays à se tourner vers les peuples colonisés :

« Arabes d'Afrique noire, noirs du Niger et du Congo, Annamites du Tonkin, races barbares, nous vous frapperons à notre image ; nous vous apprendrons notre langue. »¹³

Or, au sein des régions colonisées, les résultats demeurent mitigés. Assez vite, et en dépit d'une bonne implantation de départ, les initiatives de l'Alliance en Algérie se heurtèrent aux dures réalités locales. Malgré des chiffres d'adhésion notables, 1 387 adhérents (au 1^{er} février 1887), soit un peu plus de 10 % des effectifs totaux, l'Alliance ne pesa pas lourd en face des réticences de la société coloniale. Pierre Foncin, son secrétaire général, fit entendre à plusieurs reprises son indignation devant les très médiocres résultats de la scolarisation musulmane. En Indochine, elle détenait, au début du xx^e siècle, quatre Comités (Hanoi, Saigon, Tourane, Quin-hon) pourvus de toute une gamme de cours du soir ou d'écoles. Ailleurs, l'Alliance aida bon nombre d'initiatives dont celles d'un Gallieni, au Soudan puis à Madagascar¹⁴. Mais l'essentiel de l'effort scolaire au fil des ans viendrait à être assumé par la puissance publique et l'Alliance ne pouvait guère aller au-delà d'un rôle d'aiguillon.

Le Levant réservait un cas de figure bien différent avec des territoires sous la juridiction turque, mais où intervenaient, assez massi-

13. Charles Gide, *Lutte des langues à la surface du globe. Rôle de l'Alliance française*, conférence donnée au grand théâtre de Nîmes, 6 juin 1885, Nîmes, 1885, 35 p., p. 31.

14. Marc Michel, *Gallieni*, Paris, Fayard, 363 p., p. 99 et 135.

vement, des établissements privés français. Depuis 1860 en effet, après que l'on eut fondé les Œuvres d'Orient en 1854, les congrégations françaises avaient favorisé une arrivée massive de personnels susceptibles de rivaliser avec les catholiques espagnols et italiens ; et dès 1842, Guizot, avec sa subvention aux Lazaristes pour leur collège d'Antouïra (Liban), avait contribué à réorienter la France et son Église vers cette région du monde¹⁵. Dans les locaux de l'Alliance parisienne, le planisphère était découpé en grandes régions où Levant-Égypte et Afrique du Nord firent l'objet d'une attention toute particulière. Sont créées deux commissions chargées de coordonner toutes les informations sur ces territoires. En 1890, bon indice des priorités, seule cette commission du Levant fonctionne (l'année suivante apparaît celle de l'Afrique) au sein de l'Alliance à Paris alors que, sur le terrain, des Comités émergent. En 1885, ceux du Caire et d'Alexandrie sont fondés, en 1886, celui de Salonique, en 1888, ceux de Constantinople et de Smyrne. Et en 1913, l'Alliance dispose de 13 Comités¹⁶ dans l'Empire ottoman, subventionne plusieurs centaines d'établissements scolaires et participe de cette « France du Levant » exaltée par le publiciste catholique Étienne Lamy au tournant du siècle.

Toutefois, peu à peu d'autres horizons sont explorés et des Comités apparaissent à Madrid et Barcelone (1884), Copenhague (1885), Prague (1886). En 1902, élément capital pour expliquer la modernisation de certaines méthodes d'action, se crée la Fédération des Alliances françaises en Amérique du Nord. Certains pays d'Amérique latine (Argentine, Chili, Mexique, Brésil) amorcent une rapide progression autour de 1910 et l'Alliance joue là un rôle pionnier dans la mesure où le Quai ne s'intéresse guère à cette région.

À la veille de 1914, l'Europe offre désormais, quant à elle, un point d'appui très significatif pour les activités de l'Alliance, et l'on comptabilise 16 Comités en Hollande, 20 en Russie, 26 en Grande-Bretagne. On compte au final 274 Comités en 1914 et – chiffre malheureusement impossible à vérifier – 50 000 adhérents en France et à l'étranger.

Cet élargissement des terrains d'action fut-il planifié d'emblée ? ou simple fruit des circonstances, au premier rang desquelles figurait la rivalité entre puissances, s'improvisa-t-il graduellement ? Il y eut, sans doute, un peu des deux, mais il est sûr que cette orientation mondialiste a suscité, *mezza voce*, l'hostilité de certains des membres

15. Voir Matthew Burrows, « Mission civilisatrice » : French cultural policy in the middle east 1860-1914, *The Historical Journal*, vol. 29, mars 1986, p. 109-135.

16. Constantinople, Les Dardanelles, Salonique, Sansoun, Uskund, Andrinople en Turquie d'Europe ; Smyrne, Aidin, Aivaly, Ada-Bazar, Brousse, Beyrouth en Turquie d'Asie.

d'une Alliance dont les destinées furent assez largement déterminées par les choix de son charismatique secrétaire général, Pierre Foncin¹⁷. Pour comprendre cette progressive logique d'action, il semble que la rhétorique néo-mercantiliste d'une part, et les rivalités impérialistes d'autre part, jouent le rôle de facteurs explicatifs déterminants.

Les perspectives mondialistes

Diffuser la langue afin de conquérir les marchés, un tel lieu commun abonde dans les discours des membres de l'Alliance surtout durant les premières années de l'association. Le jeune historien Henri Hauser, dans une conférence à Poitiers en 1893, en mettant en exergue le rôle de quatre associations anglaises dotées d'un budget de 12 millions de francs qui mêlaient exportations de produits commerciaux et de livres religieux, insistait en tout premier lieu sur les avantages économiques procurés par une meilleure diffusion de la langue française¹⁸. Or cette rhétorique insistante rencontrait un assez faible écho en France où de grandes cités telles Rouen, Le Havre, Lille, Nantes n'avaient aucun Comité en 1891. Périodiquement, et notamment dans les années qui précédèrent la guerre, quand se multiplièrent les cris d'alarme sur le nécessaire « réarmement économique »¹⁹, des tentatives furent esquissées pour établir des liens plus étroits entre l'association et les milieux du commerce. Mais l'Alliance, si elle fut toujours étroitement liée aux milieux de l'édition républicaine (A. Colin joua un rôle important jusqu'à sa mort en 1900) et de l'édition tout court²⁰

17. On peut citer cette lettre, du 24 novembre 1905, de l'ex-résident général à Madagascar, Le Myre de Vilers, qui fut un personnage très actif à l'Alliance et dont le destinataire était probablement Pierre Foncin : « [...] plusieurs membres de notre association sont troublés et attédis dans leur zèle. Je n'en suis pas surpris ; en effet, dans ces dernières années, l'Alliance française a modifié son caractère et son but. Les fondateurs, vous le savez, se proposaient exclusivement de développer l'enseignement de la langue et l'influence française dans les pays musulmans de la Méditerranée, Syrie, Égypte, Turquie, Maroc. Peu à peu notre propagande s'est étendue au-delà de Suez dans les contrées où nous avons des intérêts politiques engagés ; puis aux colonies et dans les centres d'immigration de l'Espagne, de l'Argentine, du Chili ? Aujourd'hui, elle comprend la Norvège, le Danemark, la Bohême, la Russie, l'Angleterre, le Canada, les États-Unis, l'Allemagne. Comme vous le dites très justement, son ambition est mondiale ; vous voudriez aller encore plus loin, la rendre humanitaire et sociale [...] » (in boîte 4-1/6-1, dossier 35-4-3, *Archives de l'Alliance française* [fonds russe], Paris).

18. Henri Hauser, *L'Alliance française*, conférence faite à l'hôtel de ville de Poitiers, 13 janvier 1893, Poitiers, Imprimerie Millet, 12 p.

19. Voir sur ce discours économique défensif (idée d'un « jour d'achat » français) et offensif (cartellisation souhaitée, équipement des ports), le texte de Philip Nord, Social defense and conservative regeneration : The national revival 1900-1914, in Robert Tombs (dir.), *Nationhood and Nationalism in France. From Boulangism to the Great War 1889-1918*, Routledge, 2001, p. 210-228.

20. En 1913-1914 quand l'Alliance achète le terrain du boulevard Raspail pour installer ses différents locaux et surtout ses Cours de vacances, les éditeurs réunis versent 1/6 du capital, un peu plus de 100 000 F.

(Belin, Delagrave), attirait modérément les industriels/grands négociants (avec quelques exceptions comme la famille Arnavon à Marseille et les milieux patronaux du Nord). Enfin, ce discours utilitaire perdit peu à peu de son importance, au profit de considérations plus strictement politiques, à mesure que la compétition multiforme entre grandes nations se déplaçait de plus en plus sur le terrain du symbolique. Dans cette vaste concurrence qui anime les grandes puissances, le prestige culturel, sa conquête et son affirmation, devenait une ressource précieuse. En mars 1878, von Bülow, ministre allemand des Affaires étrangères, réclamait un programme d'expansion culturelle à l'étranger en donnant l'exemple de l'Institut archéologique de Rome²¹ ; en 1899, le prince d'Arenberg suggérait de soutenir, outre les écoles allemandes, le livre germanique à l'étranger. La rivalité (perçue de manière quasi darwinienne) entre certaines grandes institutions de recherche, notamment archéologiques²², entre les écoles installées à l'étranger, et *in fine*, entre les langues elles-mêmes devenues instruments de l'expansionnisme, devint un des éléments de la conscience commune européenne. En France, à l'extrême fin des années 1890, au sein du Parlement, apparaissent, autour du député Gervais, les premières préoccupations en faveur d'un renforcement de la politique d'expansion intellectuelle : proposition de loi de 1899 pour ouvrir une section des Œuvres d'Occident, incitation, en 1901, à établir un programme scolaire pour l'Europe et l'Amérique du Nord, ouverture en 1906 des premiers crédits en faveur des Œuvres d'Occident, et en 1910, premiers crédits pour la diffusion du livre français²³. Un véritable tournant s'opère alors qui coïncide également avec la constitution de l'Institut français de Florence en 1908²⁴.

Mais, derrière ces perspectives globales, se tenaient des acteurs

21. Sur la compétition entre cet organisme et l'École française de Rome, voir Gilles Ferragu, *L'École française de Rome : une annexe de l'ambassade ?*, in François Roche (dir.), *La culture dans les relations internationales*, *op. cit.*, p. 75-87.

22. Cf. en particulier Nicole Chevalier, *La recherche archéologique française au Moyen-Orient 1842-1947*, Paris, Éd. Recherches sur les civilisations, 2002, 630 p. L'auteur montre que si l'archéologie fait l'objet d'une concurrence constante entre les grandes puissances tout au long de la période, elle n'intéresse néanmoins (sauf durant les années 1890 quand Paul Cambon se trouve ambassadeur à Constantinople) que tardivement, à la veille de 1914, le pouvoir politique et le Quai d'Orsay.

23. Diverses notations contenues dans Ruth Emily Mac Murry et Muna Lee, *The cultural Approach*, *op. cit.*, p. 9-38, dans Paul Deschanel, Budget des Affaires étrangères, discours du 27 décembre 1909, *Hors des frontières*, Paris, Fasquelle, 1910, 292 p., p. 249-226. Pour l'Allemagne, on verra Manfred Abelein, *Die Kulturpolitik des Deutschen Reiches und der Bundesrepublik Deutschland*, Köln et Opladen, Westdeutscher Verlag, 1968, 312 p., p. 105-133.

24. On consultera la thèse Élisabeth Renard, *Présence culturelle française en Italie. L'Institut français de Florence 1900-1920*, Thèse, Université de Grenoble II, 1996, 2 vol., 659 p.

précis dont il importe de cerner l'identité. Ce fut une des forces de l'Alliance parisienne que de s'appuyer sur plus d'une dizaine d'hommes, exceptionnels par leur énergie et la hauteur de vue.

Les acteurs : universitaires et haute administration

Association résolument apolitique, au discours culturel à la fois patriotique et messianique, l'Alliance avait suscité à sa naissance un très large écho. Elle fut portée sur les fonts baptismaux par un Paul Bert et par le cardinal Lavignerie, par des conservateurs bon teint et des opportunistes de bon aloi. Par la suite, en dépit du retrait du grand ecclésiastique et de certains catholiques (refus de la prépondérance « maçonnerie »), la composition du Conseil d'administration (50 membres) s'efforça de respecter toute une série d'équilibres (confessionnels, politiques, professionnels). Toutefois, des orientations politiques (l'opportunisme et ses prolongements avec Poincaré, Deschanel, Barthou, Jules Siegfried), certains groupes socioprofessionnels pesaient d'un poids plus considérable au sein du noyau dirigeant. Deux d'entre eux parmi ces derniers émergent nettement de l'ensemble, les universitaires et les hauts fonctionnaires.

Évoquer en premier lieu Pierre Foncin (1841-1916), amène d'emblée au cœur de l'Alliance : cet universitaire demeure, quasiment sur une trentaine d'années, son vrai leader, secrétaire général de 1883-1899, puis président de 1899-1914, et sans doute aussi son authentique visionnaire (la perspective mondialiste). De manière rapide, la mémoire a retenu davantage le nom de Cambon comme cofondateur majeur que celui de Foncin ; mais la longévité des mandats détenus par ce dernier à l'Alliance, l'empan intellectuel (géographe d'avant Vidal de La Blache et auteur de manuels scolaires célèbres)²⁵, social (il est Inspecteur général de 1882-1911) et politique (éphémère directeur de l'enseignement secondaire du « grand ministère » de Gambetta, vice-président de l'École coloniale fondée en 1889) qui fut le sien, nous aide déjà à comprendre un peu mieux la nature des réseaux politiques et culturels à l'œuvre à l'intérieur de l'Alliance. Par là même, on comprend que cette dernière ait obtenu le statut d'utilité publique dès 1886, bien avant l'Alliance israélite universelle (1975).

25. On se reportera à Numa Broc, *Patriotisme, régionalisme et géographie*, *L'Information géographique*, n° 1, janvier-février 1976, p. 30-33 et à Jean-Yves Mollier, *Les lois scolaires de Jules Ferry au miroir de l'histoire*, in Armelle Le Bras-Chopard (dir.), *L'École, un enjeu républicain*, Paris, Créaphis, 1995, 120 p., p. 49-61.

D'autres universitaires jouent un rôle important au siège central, qu'il s'agisse, dans les premières années, de personnes jadis engagées dans le réseau de Victor Duruy (Foncin, Lavisse, les géographes Ludovic Drapeyron et Levasseur), puis plus tard de personnalités tournées professionnellement vers les pays étrangers (les spécialistes du monde oriental tels Louis Léger et Anatole Leroy-Beaulieu, du monde méditerranéen et balkanique tels Victor Bérard et Albert Malet), ou tout simplement d'hommes passionnés par les questions de l'expansion intellectuelle française à l'étranger tels un Maurice Wahl, un Henri Hauser²⁶ ; pour ne pas parler d'un Ferdinand Brunot dont nous évoquerons plus loin les activités. Et en province, l'immense majorité des comités (13 000 personnes en 1913), à défaut d'un engagement du milieu des instituteurs, repose principalement sur des professeurs du secondaire ou des inspecteurs du ministère de l'Instruction publique.

Aux côtés des universitaires, l'autre groupe dominant assure la présence des hauts fonctionnaires, en provenance soit du ministère de l'Instruction publique, soit du ministère des Colonies, soit du Quai d'Orsay. Ce dernier délègue en permanence certains de ses anciens membres, fonctionnaires en retraite et jadis très liés aux activités de l'Alliance, au Conseil d'administration. La proximité des vues entre certains diplomates et l'association avait été très tôt institutionnalisée quand deux circulaires, en 1884 et 1885, avaient autorisé les agents du Quai à seconder, officieusement, les Comités de l'Alliance à l'étranger. Dès lors, et de manière certes inégale, selon les dispositions personnelles des uns et des autres, l'Alliance française trouve là les plus précieux appuis. Deux cas emblématiques résument le meilleur de cette collaboration entre Comités à l'étranger et ambassadeurs ou consuls. Paul Cambon, lors de son ambassade de Constantinople (1891-1898) prêta son précieux concours ; le Comité de Constantinople devint l'un des plus dynamiques de tout le réseau en passant de 150 membres en 1891 à 880 en 1892. L'ambassadeur Jusserand à Washington (1902-1924) soutint lui aussi avec beaucoup d'attention les évolutions de l'Alliance aux États-Unis²⁷. Un peu partout, des consuls se rendirent indispensables auprès des Comités, en les créant tout d'abord, en apaisant les discordes, en soufflant sur la braise d'un groupe moribond, en prononçant des conférences, et surtout, en distribuant les subven-

26. Un colloque lui a été consacré à l'École normale en janvier 2003 au cours duquel nous avons évoqué son influence. Hauser fut, surtout après 1918, un des piliers de l'Alliance.

27. Voir ces papiers d'agent qui comportent beaucoup de dossiers sur l'Alliance, *Papiers JJ Jusserand PA AP 93*, AMAEP.

tions (Œuvres d'Orient) accordées par les Affaires étrangères. Avant 1914, avant tout dans le Levant et en Égypte, voire dans l'Europe orientale, là où les colonies de Français à l'étranger sont peu développées, le diplomate se retrouve, très souvent, profondément engagé dans la vie locale de l'Alliance. Le consul Rougon, créateur en 1888 d'un des plus remarquables Comités, celui de Smyrne, incarne bien ce profil. Mais on peut évoquer également le consul Mérou qui, en 1898, conçoit l'idée de nouer des liens entre le Comité local et l'Université de Chicago²⁸. En 1901, l'alliance de cette ville instaure des cours d'été à l'Université locale ; deux professeurs français, dont Michel Bréal, viennent assurer l'enseignement.

Plus généralement, l'étroitesse des liens entre l'alliance et l'appareil d'État se vérifie également avec la présence de divers hauts fonctionnaires issus du ministère des Colonies (Camille Guy, futur gouverneur du Sénégal entre 1902-1907) et du ministère de l'Instruction publique (Jules Gautier, directeur de cabinet du ministre Germain Martin en 1905, puis directeur de l'enseignement secondaire). Les assemblées générales annuelles de l'association accueillent régulièrement divers ministres, ou leurs représentants.

En privilégiant, aussi pour des raisons de documentation, les acteurs français engagés dans cette entreprise systématique de diffusion de la langue française, il importait de cerner le portrait de groupe de ces élites très liées à l'État républicain. Néanmoins, l'action culturelle extérieure reposait en grande partie sur les voltigeurs, sur le dynamisme des acteurs « de terrain ». Or l'Alliance réussit à élaborer des méthodes d'action originales, en partie grâce à l'imagination de certaines alliances locales, en partie aussi en vertu de l'inventivité de quelques membres parisiens tel un Ferdinand Brunot. L'habileté de cette association fut de laisser les Comités à l'étranger libres de leurs initiatives tout en s'efforçant de mener une réflexion et une coordination d'ensemble de cette politique d'expansion.

MÉTHODES D'ACTION

Deux grands types d'activité, à l'étranger, peuvent être distingués, d'un côté celle du soutien aux écoles et cours du soir (subventions, distributions de livres) et au public scolaire (octroi de diplômes

28. Voir les lettres de Mérou au ministre, *Série C administrative 1876-1907, Carton 136*, AMAEP.

de l'Alliance, de livres de prix et de bourses d'études), de l'autre celle d'une animation plutôt mondaine (organisation de conférences et de spectacles théâtraux, constitution de bibliothèques). Parfois, les deux orientations peuvent être dissociées et le second type prédomine largement (cas de la Fédération de l'Amérique du Nord); inversement, pour les Comités du Levant, de l'Espagne ou de l'Amérique du Sud, il s'agit surtout d'une politique d'aide aux établissements scolaires. Enfin, à Paris, sont créés en 1894 des Cours de vacances sous la houlette de Ferdinand Brunot, initiative capitale pour l'orientation de l'Alliance.

Au cœur de cette politique de diffusion de la langue et de la culture françaises, la politique scolaire (y compris les Cours de vacances) se trouve au centre de toutes les préoccupations. L'aide matérielle aux écoles et cours du soir touche 295 établissements en 1894, dont 130 pour le Levant et l'Égypte, et 196 en 1912²⁹. À la veille de 1914, les cours du soir progressent très rapidement en Amérique latine (Chili et Argentine)³⁰ mais aussi en Europe (Barcelone, Athènes, Budapest)³¹. Quoi qu'on ait pensé de la qualité profonde de cet enseignement, ici de sa valeur médiocre³², là de son peu d'impact³³, il est cependant difficile de minorer cet effort. Un capital de francophilie s'accumulait là, incontestablement; le jeune Édouard Benès a ainsi profité d'une bourse d'études décernée par le Comité de Prague. Enfin, avec les Cours de vacances, un effort décisif fut accompli pour améliorer la formation des futurs enseignants de français. L'initiative en revient à Ferdinand Brunot (1860-1937), maître de conférences à la Sorbonne depuis 1891, et auteur de la monumentale *Histoire de la langue française* dont il magnifia le destin tout au long des 20 fascicules qu'il rédigea à partir de 1905. Brunot dirigea les Cours de vacances de 1894 à 1905 qui furent rien moins que la première institution universitaire française conçue pour un public d'étudiants étrangers. Souci pédagogique affirmé (toute une gamme d'exercices écrits et oraux était prévue), ambition d'offrir des cours de civilisation de haut niveau (histoire, politique, littérature françaises), visites guidées de

29. *Bulletin de l'Alliance française*, n° 52, octobre-décembre 1894 et n° 128, avril 1912.

30. Divers renseignements dans la *Série Amérique 1897-1918, dossiers généraux, Carton 48*, AMAEP. Santiago compte 350 élèves en 1914, Buenos Aires, 1 500 en 1917.

31. 600 personnes à Barcelone en 1911, 400 à Budapest en 1908, 60 à Athènes, références dans notre *Mémoire, L'Alliance française ou la diplomatie de la langue, op. cit.* (n. 2), p. 77.

32. Maurice Pernot, *Rapport sur un voyage d'étude à Constantinople, en Égypte et en Turquie d'Asie* (janvier-août 1912), Paris, Firmin Didot, sans date, 338 p. Il dénonce, notamment, l'insuffisance des maîtres d'école libanais (p. 285) et préconise la création d'Écoles normales en Orient sur le modèle de la *Société russe de Palestine*.

33. C'est le jugement d'Albert Salon dans sa thèse.

Paris et des grands lieux historiques environnants, l'enseignement, assuré par des universitaires parisiens inégalement renommés (Brunot, le jeune René Doumic), était à la fois pensé pour aider de futurs praticiens de l'enseignement du français et pour éclairer, d'une juste lumière, les principaux traits culturels français. Les succès furent immédiats et ces diplômés devinrent progressivement très recherchés. Jusqu'en 1913, 12 635 élèves passent par les Cours de Paris. Certains gouvernements (Russie, Bulgarie) envoyèrent officiellement leurs enseignants de français compléter leur bagage à Paris.

L'initiative de l'Alliance incita un certain nombre d'universités de province à ouvrir à leur tour des Cours de vacances ; dès 1896, un universitaire membre de l'Alliance, Albert Collignon, fonde les Cours de vacances de l'Université de Nancy. Presque 400 élèves sont enregistrés en 1896 à Paris, 600 en 1902, 1 000 en 1908. Cet afflux incita Ferdinand Brunot à proposer la création d'une École permanente de l'Alliance. Le projet, accepté, provoque la nécessaire construction d'un bâtiment qui puisse accueillir cette nouvelle structure ; l'Alliance vote, en décembre 1911, l'acquisition (380 000 F) auprès de l'Université de Paris d'un terrain et acquiert enfin par la même occasion ses propres locaux : le boulevard Raspail deviendra dans l'entre-deux-guerres une « montagne Sainte-Geneviève » du xx^e siècle !

Mais cette politique hardie à destination d'un public de type universitaire s'inscrivait dans le prolongement des efforts consentis par l'Université française, depuis les années 1890, afin d'attirer davantage d'étudiants étrangers. Détourner les étudiants américains et d'Europe orientale de se rendre à Berlin, Leipzig ou Munich, l'objectif n'est pas loin d'être atteint à la veille de 1914³⁴. Toutefois, rançon du succès, beaucoup de ces arrivants entendent et parlent mal le français. Le projet de Brunot avait aussi pour finalité de préparer tout un public à suivre les cursus officiels de l'Université française et il s'efforçait de jouer ainsi de la complémentarité des institutions³⁵.

34. Voir Georges Weisz, *The Emergence of Modern Universities in France 1863-1914*, Princeton, Princeton University Press, 1983, 397 p. Le nombre d'étudiants étrangers augmente de 500 % entre 1900 et 1915 et ceux-ci représentent 15 % de la population estudiantine totale. L'ONUEF, en janvier 1914, comptabilisait 5 015 étudiants étrangers en Allemagne et Georges Weisz donne le chiffre de 6 192 étudiants étrangers en France, en janvier 1914.

35. La circulaire officielle de 1913 des « Amis de l'Alliance française » qui lance la souscription afin d'acquérir et construire terrain et bâtiments, signale explicitement que « l'Université de Paris – elle en a donné l'assurance officielle à l'Alliance, verrait donc avec plaisir organiser par l'Alliance un enseignement du français que la faculté des Lettres [...] ne saurait instituer elle-même [...] », *Boîte 4-10/17-3, Dossier 35-4-12*, Archives de l'Alliance française.

Diffuser la culture française

L'organisation de conférences, la constitution de bibliothèques ouvrent l'autre grand volet des activités menées par les groupements de l'Alliance. Dans ce domaine, la Fédération des alliances françaises de l'Amérique du Nord (1902) établit une œuvre exemplaire à certains égards. Elle fut créée par l'une des plus grosses fortunes de l'époque, James H. Hyde, dans une époque où les formes de la présence française acquéraient une meilleure densité avec l'ouverture de la première Chambre de commerce franco-américaine (1896) et l'organisation de la Société des professeurs de français (1902). La Fédération, après une brève crise en 1905-1906, connaît un essor régulier et compte 60 Comités en 1910 et 104 en 1913. À cette dernière date, elle patronna le premier Congrès des professeurs de français aux États-Unis. Elle met en place (1910), à Paris, un bureau de renseignements afin d'aider les étudiants américains, six ans avant la décision prise par l'Office national des universités et des écoles françaises (ONUEF). Mais, ce souci de l'action pragmatique se lit surtout quand on considère l'organisation des conférences et des bibliothèques. À l'heure où les universités américaines manquent terriblement d'ouvrages français – la « Maison française » de l'Université de Chicago ne dispose, en 1919, que de 300 livres, l'Université du Wisconsin n'en a pas –, l'Alliance américaine dispose de 50 000 livres en 1905 dont 26 000 pour le Comité de San Francisco et 6 000 pour celui de Chicago. Une véritable politique du livre apparaît d'ailleurs vers 1908-1910 quand les éditeurs parisiens³⁶ et l'Alliance (à Paris) incitèrent l'État à prendre les premières mesures en faveur de l'exportation du livre français.

Quant aux conférences, dont il semble que les Comités néerlandais, dans les années 1890, aient lancé la formule (Larroumet, René Doumic, Henri Becque), il fallut la fortune de James H. Hyde afin d'inaugurer le système à une vaste échelle et lui assurer un prestige durable ; deux tournées à travers tout le continent nord-américain,

36. Voir cette lettre du président du Cercle de la Librairie, Gauthier Villard, adressée au ministère des Affaires étrangères, le 23 octobre 1908 : « [...] si nos principales maisons d'édition sentent aujourd'hui plus que jamais la nécessité de redoubler d'efforts, nous estimons qu'il y a place également pour une action collective de tous les éditeurs et de périodiques. Or nous possédons déjà un excellent organe de propagande, la "Bibliographie de la France". Elle paraît depuis 98 ans [...] l'Alliance française dont vous appréciez l'esprit vaillant et les services l'a bien compris en acceptant cette année le don que nous allons lui faire d'une centaine d'exemplaires de notre catalogue d'étrennes qu'elle fera parvenir à ses frais à ses principaux chefs de Comités hors de France [...] » (in *Série C administrative 1908-1940, Carton 540, AMAEP*).

l'une plus complète que l'autre car il s'agit de 60 à 80 conférences (« grande conférence »), sont mises sur pied. Les universitaires dominant assez largement la composition de ce groupe de conférenciers, d'André Michel et Anatole Leroy-Beaulieu en 1903-1904 à Louis Hourticq et Firmin Roz en 1912-1913, en passant par Joseph Bédier (1908) et Gustave Lanson (1911)³⁷. La Fédération britannique imite sa consœur en ouvrant à son tour les tournées d'orateurs : René Bazin, en 1908, en est le premier bénéficiaire.

Au total, cinq points forts caractérisent l'Alliance française dans son déploiement mondial. Premièrement, elle constitue, à l'étranger, un point d'appui francophile de choix alors qu'il n'existe que 600 000 Français expatriés ; en Scandinavie, mais tout aussi bien en Europe orientale, la présence française était résiduelle ; les Comités de l'Alliance deviennent ainsi des relais bienvenus. À Samara (Russie), en 1914, le Comité reposait sur deux familles françaises, à Nijni-Novgorod, le président du Comité est le seul Français de la ville³⁸. Deuxièmement, l'Alliance fut le refuge de minorités actives en faveur de la France, minorités françaises (40 000 Français à Buenos Aires avant 1914, 9 800 au Chili en 1907) ou francophiles. Dans certains pays, ces Comités tentent de contrecarrer des tendances négatives lourdes (le déclin du français enseigné en Scandinavie), de combattre des mesures plus ponctuelles (la suppression du français dans les écoles publiques de New York en 1903), ou de mener des enquêtes un peu délicates (la présence du livre français dans les bibliothèques américaines). Troisièmement, l'Alliance représente la France dans une perspective idéale, pacifique et universaliste, perçue comme un utile antidote aux menaces de telle ou telle puissance en pleine ascension. Ainsi, Anatole Leroy-Beaulieu expliquait avant 1914 le progrès du français dans une Europe orientale et balkanique conquise de manière massive par l'économie allemande³⁹. Quatrièmement, elle est une plate-forme centripète (dans les pays du Levant, surtout dans les pays alliés de la France à la veille de 1914)⁴⁰ ou centrifuge (dans les zones où la diplomatie française s'avère peu influente ou très prudente du fait de la proximité de l'Allemagne) du Quai d'Orsay. Cinquièmement, les activités des

37. Pour la liste complète de ces conférenciers, voir notre *Mémoire, L'Alliance française ou la diplomatie de la langue, op. cit.*, p. 80.

38. Voir *Saint-Petersbourg Ambassade, Série A, Carton 528*, AMAEN [Nantes].

39. Anatole Leroy-Beaulieu, *La langue française et les révolutions d'Orient*, *Revue des Deux-Mondes*, 15 avril 1909, p. 832-871.

40. Les Comités de l'Alliance en Russie connaissent une grande expansion à partir de 1903 (4 Comités) et dans les années suivantes (20 Comités en 1910). Sur cette présence française en Russie, voir Paul Gerbod, *D'une Révolution l'autre : les Français de 1789 à 1917*, *Revue d'études slaves*, fasc. 4, 1985, p. 605-620.

alliances constituent de très utiles relais des systèmes locaux d'enseignement du français, voire des centres d'apprentissage de la langue de bien meilleure qualité, dans la mesure où, jusqu'en 1914 au moins, le français est presque toujours enseigné de manière strictement philologique à l'instar d'une langue morte, et sans qu'il y ait recours à l'expression orale⁴¹. De peu (financièrement, elle touche du Quai la modique subvention de 15 000 F au début du siècle et sa cotisation n'est que de 6 F), l'Alliance tira beaucoup, en termes de réflexion ambitieuse, d'initiatives imaginatives et de réalisations tenaces.

L'AVANCE CULTURELLE EXTÉRIEURE FRANÇAISE ET SES RAISONS

Toute exportation culturelle reste tributaire d'un triptyque : la qualité des « produits » exportés, la capacité de ceux-ci à susciter l'intérêt des importateurs, le prestige de l'État exportateur.

Dresser ce portrait en gros plan d'une association conduit nécessairement à illustrer les arrières-plans du tableau, à s'interroger sur les ressources plus générales détenues par un pays, et qui permettent de comprendre cette avance culturelle extérieure française. Trois points méritent d'être détachés ; l'un concerne le dynamisme des élites intellectuelles françaises à la fin du XIX^e siècle, l'autre la capacité française à développer des images idéales de soi qui puissent satisfaire l'étranger ; enfin, le dernier illustre la vitalité des forces qui composent l'État républicain.

L'Alliance se soutint largement de l'appui enthousiaste apporté à sa cause par bon nombre d'écrivains, d'universitaires et d'hommes de lettres. Le contexte culturel de l'après-1870 est bien connu : il s'agissait de refaire les mœurs du pays par le biais de la culture. Parmi ces élites intellectuelles, il convient de mettre en avant, au tout début de la période, les membres de sociétés de géographie⁴². Ces dernières se trouvaient à leur zénith en France (et dans le monde) autour de 1880. Elles avaient pris un essor décisif à partir de la deuxième moitié des années 1860 quand les préoccupations

41. Voir Paul Gerbod, *L'enseignement de la langue française aux États-Unis au XX^e siècle (1900-1950)*, *Revue historique*, n° 576, octobre-décembre 1990, p. 387-406.

42. On se reportera à la thèse de Dominique Lejeune, *Les sociétés de géographie en France dans le mouvement social et intellectuel au XIX^e siècle*, thèse de doctorat d'État, 1987, 4 vol., 922 p.

géographiques se déplacèrent de la connaissance désintéressée à une perception utilitaire du monde (géographie politique et économique dont la colonisation offrit une synthèse). Elles étaient fortes de 20 000 adhérents à la fin des années 1880 et elles parvinrent à nouer, localement, les intérêts de divers milieux sociaux afin d'imposer la création des premières chaires géographiques ; Bordeaux, en 1877, fonde la sienne au bénéfice de Pierre Foncin⁴³. Et en effet, les universitaires remplissent un rôle capital au sein de l'Alliance dans une double mission d'« ambassadeur-chercheur » (Christophe Charle). On peut donc prendre la mesure de ce renouveau intellectuel et organisationnel de l'Université française⁴⁴ en considérant l'activité de certains de ses membres au sein de structures associatives tels l'Alliance, la création en 1910 de l'Office national des Universités et écoles françaises ou l'engagement dans les premiers Instituts français à l'étranger, de Florence (1908) à Madrid (1909) ou Saint-Petersbourg (1911).

Mais ce prestige incarné dans quelques grandes figures lettrées ou savantes recouvrait une réalité plus vaste, celle de la séduction exercée par la culture française à l'étranger. Adossée à son prestige culturel hérité (du XVIII^e siècle) mais aussi vivifié par les vertus du renouvellement politique, scientifique et artistique (au XIX^e siècle), la France offrait au reste du monde plusieurs visages, tous admirablement dessinés : Ortega y Gasset, au cours d'un voyage en France, ne pouvait s'empêcher d'admirer la profondeur culturelle française remuée par les eaux les plus pures de la Tradition et par les plus vivaces remous de la Révolution : « La raza francesa ha tomado bien ancha la curva de la vida (de l'abbé à la "cocotte"). »⁴⁵ Cette capacité à intégrer plusieurs expériences humaines fondamentales, le talent des littérateurs hexagonaux au XIX^e siècle en donne un autre exemple. Appréhender le monde moderne tout en reconnaissant, parfois, la grandeur des forces ancrées dans l'ancien⁴⁶, la Littérature devint la vaste métonymie d'une ambition synthétique à tenir ensemble l'avenir et le passé, à travailler à la dialectique de la « France, ivre des vérités nouvelles,

43. Voir Numa Broc, *Le rôle de la Société de Bordeaux dans les premiers congrès nationaux de géographie (1876-1896)*, *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, t. 49, fasc. 1, 1978, p. 150-155.

44. Voir Christophe Charle, *La République des universitaires 1870-1940*, Paris, Le Seuil, 1994, 464 p.

45. « La race française a suivi la courbe de la vie la plus profonde (de l'abbé à la cocotte) » (José Ortega y Gasset, *La profundidad de Francia*, in *Obras Completas*, Espasa-Calpe, 1932, t. 1, p. 622-624).

46. Mona Ozouf, *Les aveux du roman. Le XIX^e siècle entre Ancien Régime et Révolution*, Paris, Fayard, 2001, 348 p.

entêtée des vieilles vérités»⁴⁷. Ce dialogisme culturel se prêtait admirablement aux attentes multiples des étrangers, fondés à l'exploiter selon leurs multiples désirs⁴⁸, celui d'un rattrapage culturel, celui d'une critique sociale ou, tout simplement, en fonction d'une attitude anti-allemande ou anti-nord américaine. La capacité à réconcilier, partiellement, les élites françaises dans la communion des valeurs de leur langue et de leur culture, s'enracinait dans un passé déjà assez ancien, quand la sociogenèse de l'État moderne met au contact élites nobiliaires et élites bourgeoises au XVII^e siècle. Au sein de cette proximité sociale, celles-ci s'approprient les valeurs des premières ; toute la personne humaine se trouve alors impliquée dans un processus régulateur qui vise la réconciliation de la sensibilité et de l'intelligence au service d'un idéal de maîtrise et d'équilibre entre individualisme et sociabilité. Commence alors un long mouvement évolutif dans cette appréhension commune des valeurs culturelles essentielles⁴⁹.

Ce processus culturel, loin de réduire à la gestion passive d'un héritage, coïncide avec un travail permanent d'élagage et de polissage qui soit de nature à assouplir les standards culturels tout en maintenant le pouvoir des élites.

Si l'on porte attention au thème (hyperbolique) du « classicisme » de la langue française, un des argumentaires martelés par les orateurs de l'Alliance, on touche de près la plasticité de la culture française et de son caractère adaptatif en vertu des forces sociales engagées dans sa définition. Ce mot valise de classicisme peut signifier à la fois une qualité aristocratique (d'ordre, de distinction sociale) tout aussi bien qu'une valeur démocratique et acculturante⁵⁰ (la simplicité qui rapproche, la norme qui redresse) favorisée par l'enseignement de la III^e République. La tension maintenue entre ces deux tendances ne serait-elle pas dénouée par une troisième caractéristique, celle du caractère fondamentalement persuasif

47. Rudyard Kipling, *La France*. 1913, in *Souvenirs de France*, Paris, Grasset, 1936, 135 p., p. 9.

48. Le cas de Lénine, grand amateur de livres français, qu'il empruntait, de 1905 à 1908 à la « Société de lecture » de Genève, et dont les catalogues d'emprunt sont très révélateurs de la diversité de ses lectures françaises : ouvrages d'histoire de France, et surtout sur la Révolution française (Quinet, Aulard) et la Commune (Lissagaray) ; et par ailleurs, lectures systématiques de Maupassant et Hugo, ponctuelles de Daudet, Bourget, Rostand, Flaubert, Balzac, Sully-Prudhomme, in *Mercure de France*, 15 décembre 1920, p. 785-787.

49. On reconnaîtra les analyses bien connues de Norbert Elias dans ses trois ouvrages, *La société de Cour*, *La civilisation des mœurs* et *La dynamique de l'Occident*.

50. Voir Ralph Albanese, *Molière à l'École républicaine. De la critique universitaire aux manuels scolaires (1870-1914)*, Stanford, Amor Libri, 1992, 261 p. On peut ainsi noter que certains auteurs qui tentent de justifier la diffusion du français dans le monde mettent l'accent sur son côté utilitaire, simple, clair. Voir Jacques Novicow, *Le français langue internationale de l'Europe*, Paris, Grasset, 1911, 154 p.

de l'*ethos* classique⁵¹ ? Le classicisme français devient au XIX^e siècle, à l'intérieur du pays, une des sources privilégiées de cette sacralisation culturelle propre à une société de plus en plus laïcisée ; à l'extérieur, il suscite une fascination dans laquelle se mêlent des curiosités, somme toute hétérogènes, mais bien réelles. Cette naïve lettre d'un télégraphiste russe en est un bon témoignage :

« [...] Je suis télégraphiste (*sic*) du chemin de fer [...] Après avoir fini l'école de la ville, j'ai eu l'envie de continuer mon instruction plus loin mais la misère de mes parents m'a forcé à gagner ma vie depuis quinze ans. J'ai à présent 20 ans. Je suis sobre et j'aime beaucoup à lire des livres sérieux. Adorant la France et les Français de tout mon cœur je désire beaucoup étudier la langue française pour mieux reconnaître la vie française, la science, l'art, l'industrie [...] Pour ce but après avoir accumulé un peu d'argent je mis (*sic*) à étudier la langue française chez la Française ; mais je n'ai pu terminer à instruire [*sic*] cette langue comme il faut car j'ai dépensé tout argent accumulé pour cela [...] Cependant je tâche [*sic*] maintenant à continuer à étudier cette bonne langue seul en lisant des livres français, mais sans l'instituteur cela est trop difficile pour moi. Je voudrais bien correspondre avec quelque français au moyen de lettres. J'ai lu dans un journal qu'il y a en France la société qui étend le savoir de la langue française partout mais je ne sais où [*sic*] dois-je m'adresser avec ma prière [...]. »⁵²

Enfin cette avance culturelle française trouve une dernière explication inscrite au sein de l'État républicain et des forces qui gravitent autour de lui. D'une part, les élites politiques qui dominent la scène touchent d'assez près aux élites lettrées, qu'il s'agisse de Ferry, Poincaré, Deschanel, ou d'un Barthou. La situation équivalente n'existe pas en Grande-Bretagne, en Allemagne ou en Italie. Si l'on rencontre dans ces deux derniers pays une « projection » culturelle extérieure, il n'est pas sûr que l'on ait eu un véritable « projet » culturel extérieur, ou alors apparaît-il tardivement, à la veille de 1914 (en Allemagne)⁵³ ou de manière trop incomplète (en Italie) car bornée aux rivages du Levant.

51. Voir Roland Barthes, *Le degré zéro de l'écriture*, in *Œuvres complètes*, t. 1, Paris, Le Seuil, 1995, p. 163-164 : « Le langage classique se réduit toujours à un contenu persuasif, il postule le dialogue, il institue un univers où les hommes ne sont pas seuls, où les mots n'ont jamais le poids terrible des choses, où la parole est toujours à la rencontre d'autrui. »

52. *Bulletin de l'Alliance française*, n° 94, 15 octobre 1903.

53. Voir Jurgen Kloosterhuis, *Friedliche imperialisten. Deutsche Auslandsvereine und auswärtige Kulturpolitik 1906-1918*, Frankfurt am Main, 2 vol., 1994. Le chancelier Bethmann-Holweg tenta de mettre en œuvre une politique culturelle extérieure, conseillé par le grand historien (et recteur de l'Université de Leipzig) Lamprecht. Cette politique ne sera vraiment appliquée qu'après la guerre par le ministre Becker. Pour l'Italie, et notamment le rôle joué par la Dante Alighieri (1889), équivalent de l'Alliance française, on consultera Daniel Grange, *L'Italie et la Méditerranée (1896-1911)*, Rome, École française de Rome, 1994, 2 vol., 1 707 p. (chap. XV).

Bethmann Hollweg, en 1913, avait en effet émis des doutes sur la capacité de la nation et des élites allemandes à bâtir un politique culturelle extérieure :

«Je suis persuadé comme vous [l'historien Lamprecht], de l'importance, et même de la nécessité d'une politique culturelle étrangère. Je ne méconnais pas l'utilité de ce que la politique et l'économie de la France retirent de cette propagande culturelle, ni le rôle que joue la propagande culturelle pour la cohésion de l'Empire britannique. Même si le gouvernement, par un soutien des entreprises, peut contribuer en partie à la faire prospérer [la politique culturelle], la plus grande partie et tout le travail de fond doit être fourni par la nation elle-même [...] Ce que la France et l'Angleterre produisent dans ce domaine, ce n'est pas la performance de leur gouvernement mais de l'entité nationale, de l'unité et du caractère fermés de leurs cultures, de la volonté de prestige déterminée de la nation elle-même. Nous ne sommes pas suffisamment sûrs et conscients de notre culture, de notre être intérieur, de notre idéal national [...] Je pense également que l'importance du travail à fournir en ce sens est encore trop peu comprise chez nous. Nous sommes un peuple jeune, nous avons peut-être encore trop la croyance naïve à la force, nous sous-estimons les moyens plus fins [...]»⁵⁴

Ces élites universitaires françaises qui traversent les milieux de l'appareil d'État, qui travaillent parfois en son cœur (un Lavisse), parfois davantage sur ses marges (Foncin), définissent un modèle de l'engagement trop rarement mis en valeur : celui de l'« intellectuel républicain » selon l'heureuse expression de Michel Trebitsch, à mi-chemin de l'expertise et de l'engagement politico-civique au sein d'associations et groupements intellectuels. Elles captèrent en grande partie ce dispositif naissant de l'action culturelle extérieure et contribuèrent ainsi à son accession au rang de politique publique : elles forgèrent ce que la science politique⁵⁵ appelle le « référentiel partiel » (valoriser la langue française comme un outil de communion et de communication internationales) au service d'un « référentiel global » (le rayonnement) hérité de temps plus anciens. Dans les entours immédiats de l'État républicain, des élites modernisatrices plurielles ont souvent tenté de créer un « parti de la réforme » à la fin du XIX^e siècle dans des domaines nouveaux de l'action publique. Une institution telle l'Alliance française relève assez bien de cette « nébuleuse réformatrice »⁵⁶ et de certains de ses accomplissements.

54. Cette traduction est tirée de l'ouvrage de Manfred Abelein, *Die Kultur politik des deutschen Reiches...*, *op. cit.*, p. 106-107.

55. Cf. Bruno Jobert, Pierre Muller, Trois clefs de l'analyse des politiques sectorielles, in des mêmes auteurs, *L'État en action*, Paris, PUF, 1987, 242 p., p. 51-78.

56. Christian Topalov (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France 1880-1914*, Paris, Éd. de l'EHESS, 1999, 574 p.

La guerre de 1914, précédée un an auparavant par la pose de la première pierre de la future maison du boulevard Raspail achève de clore le premier cadran de vie de l'Alliance. Celle-ci fut donc placée sous les auspices d'un patriotisme culturel intense à mesure que la culture devenait un vecteur d'influence privilégié à travers le monde. La collaboration empirique avec le Quai d'Orsay établit peu à peu les linéaments d'une politique culturelle extérieure moderne fondée sur la diffusion tous azimuts de la langue, tant auprès des publics aristocratiques des cours et des ambassades que de celui, plus populaire, des juifs et catholiques du Levant, ou de celui, plus ambitieux, des professeurs-instituteurs européens qui constituaient en partie le public des Cours de vacances. Mais l'originalité la plus marquée tenait au système d'action décentralisée caractéristique des Comités de l'Alliance. Non seulement ils payèrent 70 % de leurs dépenses entre 1883 et 1917 (5,3 millions de francs sur 7,4) mais surtout, ils furent ces pierres vives sur lesquelles reposèrent un engagement francophile puissant. Ces groupements réfléchirent vers la France une imagerie idéale qui, elle-même, conforta à son tour le désir d'action et de parole, la conviction réaffirmée de vouloir être soi-même et d'universaliser son destin. Au miroir brisé qu'est la conscience d'un peuple pour lui-même, ce vaste ensemble des images de la France intériorisées par les étrangers offrait aux Français, en quelque sorte, leur image, mais recomposée au sein d'une totalité idéalisée. Ainsi, il était peu de pays qui, le jour du bachot (en 1944), formulât sans sourciller un tel sujet, propre à l'édification de sa jeunesse, témoignage d'un universalisme culturel affiché : « Lettre d'un diplomate étranger à son gouvernement sur la représentation d'un chef-d'œuvre classique français »...

Dans les temps d'Armand Faillières et des 500 000 rentiers attachés à l'épargne prudente et aux horizons familiers, l'Alliance représentait la contrepartie audacieuse, curieuse du vaste monde, dont un grand pays, ou qui se voulait tel, avait certainement besoin. À l'heure d'une perte de substance, sans précéder au cours de l'histoire, quand de 1871 à 1914 la population passe de 37 à 39 millions (37 à 67 en Allemagne), l'idée de décadence française saisit alors nombre de grands esprits. Mais il est non moins vrai que l'on vit périodiquement s'allumer de grands feux capables de réchauffer les cœurs et de mettre un mouvement inusité dans le corps de la nation. L'Alliance française fut bien l'un des foyers où vinrent s'éclairer tous ceux qui se refusèrent à sécher de dépit après 1871. On le voit, à l'intersection du public et du privé, du symbolique et du matériel, du national et de l'international, l'histoire de l'Alliance

française offre un cas d'étude très révélateur des nouvelles pistes de recherche, tant dans le domaine de l'histoire culturelle que de celui des débuts de la III^e République.

François Chaubet, maître de conférences habilité à l'Université de Tours, spécialiste d'histoire intellectuelle, notamment des réseaux de sociabilité intellectuelle française et européenne dans l'entre-deux-guerres, travaille actuellement sur l'histoire des relations culturelles internationales.

RÉSUMÉ

À la fin du XIX^e, dans un contexte de compétition multiforme entre les grandes nations, la culture devint à la fois un des enjeux de la puissance et une de ses mesures. Ainsi la fondation, en 1883, de l'Alliance française, « association nationale pour la propagation de la langue française dans les colonies et à l'étranger », traduisit la volonté de certaines élites française, intellectuelles et administratives au premier chef, d'assurer à leur pays les conditions renouvelées de son traditionnel « rayonnement » culturel. Grâce à des Comités locaux, presque totalement indépendants du siège central parisien, un réseau mondial et décentralisé apparaît en une vingtaine d'années. À travers une politique de soutien aux écoles et au livre français, l'organisation de tournées de conférences, et surtout, la mise en œuvre, à Paris, de cours de langue et civilisation d'un haut niveau intellectuel, l'Alliance française de Paris et ses Comités à l'étranger inventèrent le dispositif de la diplomatie culturelle moderne, avant même l'apparition des premiers Instituts culturels français vers 1910. Les représentations idéales d'une langue et d'une culture françaises de type universaliste s'inscrivirent au sein de ce jeu de pratiques multiples qui furent mises en œuvre par des acteurs français aussi bien qu'étrangers. Et cette souplesse demeura un des principaux atouts d'une association, souvent enviée, parfois copiée, mais demeurée difficilement imitable.

Mots clés : XIX^e siècle, diplomatie, Alliance française, représentations culturelles, élites intellectuelles.

ABSTRACT

At the end of the XIXth, in a context of multiform competition between the great nations, culture became one of the strake of power and a good measure too. L'Alliance française, founded in 1883, « national association for propagating french language in colonies and abroad », incarnated the will of some french elites, above all intellectual and administrative ones, to ensure France the renewed conditions of his ancient cultural « radiance ». Owing to local Comitities, almost independent of Paris, a world-wide network appear for twenty years. Through sustaining french schools and french book, the organisation of conference trips, and above all the creation of language and civilisation curses, in Paris, l'Alliance française of Paris and her local Comitities abroad invented the apparatus of modern cultural diplomacy, even before the apparition of the first french Institutes about 1910. Ideal representations of

language and french universal culture were inscribed amid this game of multiple practices created by some french and foreign actors. And this suppleness were one of the principal trumps of this association, often envied, sometimes copied, but stayed unesasily imitable.

Key words : XIXth century, Diplomacy, Alliance française, cultural representations, intellectual elites.